

<http://divergences.be/spip.php?article4235>



Les anarcho-syndicalistes en action (1918-1923)

- Archives - Textes - « La flamme brûle encore » - Chapitre 2 « Au commencement était l'action » Les anarcho-syndicalistes en action
(1918-1923) -



Date de mise en ligne : samedi 12 juillet 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

La révolution allemande de 1918/19 Ce chapitre ne vise pas à donner un aperçu détaillé du déroulement de la révolution allemande de 1918/19 (1), mais à mettre en évidence les moments les plus importants qui ont conduit à l'ascension de la « Freie Vereinigung » (Association libre), petite secte de l'aile gauche du mouvement ouvrier, au rang d'organisation de masse en l'espace de quelques mois.

Sommaire

- [La révolution allemande, Au commencement était l'action](#)
- [Le mouvement des mineurs de Hamborn](#)
- [Le Conseil des ouvriers et soldats de Mülheim](#)

La révolution allemande, Au commencement était l'action

Le soulèvement des marins de la flotte allemande de haute mer à la fin du mois d'octobre 1918 a été le déclencheur d'un vaste mouvement de masse des travailleurs qui a conduit en deux semaines à l'effondrement de l'État wilhelmien.

Les organes représentatifs du mouvement de masse étaient les conseils d'ouvriers et de soldats, qui se sont constitués spontanément et étaient composés principalement de représentants des deux partis sociaux-démocrates et des syndicats. (2) Les activités des conseils doivent être comprises dans le contexte de la séparation social-démocrate entre le parti (politique) et les syndicats (économie et entreprises). Ils se considéraient avant tout comme des conseils « politiques » et ne s'occupaient donc que peu ou pas du tout des conditions dans les entreprises, qu'ils considéraient comme relevant des syndicats, et ce d'autant plus que la SPD était majoritaire. (3) Les conseils ont rapidement engagé le débat sur l'avenir politique de l'Allemagne.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH257/novrev1918-neu-2a017.jpg>]

Un conseil ouvriers soldats. Pancarte ; Vive la révolution

Le SPD considérait le pouvoir des conseils d'ouvriers et de soldats comme antidémocratique et réclamait la tenue rapide d'élections pour une assemblée constituante. L'aile droite de l'USPD voulait également organiser des élections, mais seulement après la socialisation des industries les plus importantes. L'aile gauche de l'USPD et la Ligue spartakiste se sont prononcées contre les élections et ont plaidé en faveur d'un système purement consécutif, basé sur les conseils existants.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH281/1670897585_1-1404143324-23d7b.jpg]

Lors du 1er congrès des conseils, qui s'est tenu du 16 au 20 décembre 1918 à Berlin, où le SPD détenait la majorité des délégués, il fut décidé d'organiser des élections à l'Assemblée nationale dans les plus brefs délais. Cette décision eut pour conséquence la perte du pouvoir des conseils d'ouvriers et de soldats et fit disparaître « la possibilité d'une refonte profonde et globale sur la base d'un mouvement révolutionnaire de masse ». (4) Si, jusqu'au début de l'année 1919, le SPD jouissait encore de la confiance de la majorité des travailleurs, la situation changea

au cours du premier semestre 1919, lorsqu'il laissa la Reichswehr et les associations de corps francs réprimer brutalement les débuts de troubles, les mouvements de grève et les expériences de république des conseils (Munich, Brême). (5)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH293/berlin_spartakiste_1919-da85b.webp]
Spartakistes à Berlin 1919

Au cours de l'année 1919, le SPD perdit massivement des membres au profit de l'USPD, qui devint alors le parti ouvrier le plus puissant dans de nombreuses grandes villes. (6) À partir de janvier, les revendications du mouvement de masse ont également changé. « Si, dans la première phase de la révolution, le concept de « démocratisation » était au premier plan, l'absence des mesures de démocratisation attendues a désormais fait place à la nécessité de la socialisation comme condition préalable à toute démocratisation. (7) Tout comme le SPD, la direction syndicale n'avait aucun intérêt à un système de conseils. En effet, elle voyait dans les conseils une menace pour son monopole de représentation des « intérêts économiques » des travailleurs et donc pour l'existence même de son organisation. (8) La coopération avec les employeurs, qui avait commencé pendant la guerre, se poursuivit après la révolution.

Le 15 novembre 1918, la « Centrale de coordination des employeurs et des travailleurs allemands » a été créée. Les accords conclus dans ce cadre accordaient certes des concessions importantes aux syndicats (droit de représentation exclusive des travailleurs, liberté syndicale, journée de 8 heures, conventions collectives, etc.), (9) mais, compte tenu de la menace de socialisation, ces concessions étaient un moindre mal pour les employeurs, qui l'ont d'ailleurs ouvertement reconnu. Ainsi, le directeur général de l'« Association des industriels allemands de la sidérurgie », le Dr Reichert, déclarait le 30 décembre 1918 ...

– Comment sauver l'industrie ? Comment sauver l'entrepreneuriat de la socialisation, de la nationalisation et de la révolution imminente qui menacent tous les secteurs de l'économie ? Seuls les travailleurs organisés semblaient avoir une influence prépondérante. On en tira la conclusion suivante : au milieu de la grande incertitude générale, face à la puissance vacillante de l'État et du gouvernement, les syndicats sont les seuls alliés puissants de l'industrie. (10)

Au sein des syndicats, une forte minorité s'opposa à ces accords, reprochant aux dirigeants syndicaux d'avoir renoncé à la possibilité d'intervenir dans l'économie pour changer le système. Les mineurs de la Ruhr, en particulier, ont quitté en masse les syndicats pour se tourner vers des organisations syndicalistes.

Le mouvement des mineurs de Hamborn

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH225/hamborn_1918-6ae82.webp]
Le Vieux marché de Hamborn le 11 novembre 18, les gens célèbrent dans la rue.

Jusqu'en octobre 1918, les propriétaires de mines de la Ruhr avaient refusé de négocier avec les syndicats. Dans aucun autre secteur industriel, la position du « maître chez soi » n'était aussi prononcée que dans les mines de la Ruhr (11). Le 14 novembre, un accord fut conclu avec les syndicats, qui instaura la journée de 8 heures et reconnaissait les syndicats comme partenaires sociaux. En outre, tous les litiges devaient désormais être réglés uniquement par la négociation.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L340xH265/roteruhr-364ec.jpg>]
La Ruhr rouge

Les syndicats ont publié cet accord en appelant leurs membres à la discipline syndicale et en affirmant qu'une politique salariale neutre impliquait le respect des conventions collectives pour tous les salariés. (12) Cet accord a été

accepté dans toutes les mines, à l'exception de la mine Thyssen « Deutscher Kaiser » à Hamborn. Les travailleurs de cette mine ont interprété la journée de travail de 8 heures de manière plus généreuse que ne le souhaitaient les syndicats, puisqu'ils ont inclus le temps d'entrée et de sortie dans les 8 heures.(13)

Mais avant d'aborder plus en détail les luttes des mineurs de Hamborn, nous aimerions faire quelques remarques sur Hamborn lui-même. Le développement de la ville de Hamborn est également une exception dans la région de la Ruhr. Dans les années 80 et 90 du siècle dernier, deux grandes mines et une usine sidérurgique y ont été construites. La population a augmenté rapidement : 1890 : 2 000 1900 : 33 000 1910 : 102 000 La proportion d'étrangers était de 36 %. Les ouvriers vivaient dans des conditions très misérables et « si l'on compare avec prudence la situation actuelle, Hamborn était, tant par ses conditions de travail que par ses conditions de vie et d'habitation, un milieu de « travailleurs immigrés » aux proportions gigantesques. » (14)

Dans ce milieu, l'organisation syndicale n'était pas encore aussi profondément ancrée que dans les régions minières traditionnelles du centre et de l'est de la Ruhr ; Hamborn était qualifié de « Far West » par les responsables syndicaux et politiques.

Revenons aux événements de novembre 1918 : le 20 novembre, les travailleurs de la mine « Deutscher Kaiser » élurent des commissions du personnel dans tous les puits. Ils réclamèrent un paiement unique pour chaque mineur et une réduction de la durée du travail à 7 heures. La direction rejeta dans un premier temps ces revendications en se référant à la convention collective centrale. Lors d'une conférence à Hamborn, organisée à l'initiative du Conseil central des travailleurs et réunissant des représentants des syndicats, de la direction de la mine et des autorités locales, les représentants syndicaux se rangèrent derrière la position des entrepreneurs.

Lors d'une réunion publique le 8 décembre, Hermann Sachse, président de la « Fédération des mineurs allemands », plus connue sous le nom de « Vieille Fédération », voulait présenter la position du syndicat devant les travailleurs. Mais son discours fut interrompu par des cris et il finit par se voir retirer la parole par l'assemblée. Après Sachse, Heiling, membre de la commission du personnel et de la « *Freie Vereinigung* » (Association libre), qui avait jusqu'alors mené une existence discrète à Hamborn, prit la parole. À cette époque, l'« Association libre » comptait entre 5 et 6 membres (15). Heiling exhorta les personnes présentes à poursuivre dans la voie empruntée et à faire grève jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

L'assemblée décida à l'unanimité de la grève et du blocage des cotisations à l'« Alte Verband ». Le lendemain, tous les puits de la mine « Deutscher Kaiser » étaient en grève ; des rassemblements et des manifestations furent organisés. Le soir même, trois membres du conseil des ouvriers et des soldats se rendirent à la direction de la mine et firent savoir qu'ils ne pouvaient garantir leur sécurité si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Après s'être assurée qu'aucune troupe ne pouvait être envoyée à Hamborn, la direction de la mine décida, sous la contrainte, de céder aux revendications.

Lorsque les accords de Hamborn furent connus, les mines des environs de Hamborn se mirent également en grève et formulèrent leurs propres revendications. Dans cette situation, les syndicats et les entrepreneurs se réunirent à nouveau à Essen. Les travailleurs obtinrent une augmentation de salaire de 15 %, mais à la condition que le syndicat intervienne auprès du ministère prussien pour obtenir une augmentation du prix du charbon.

Suite à cette décision, la direction des mines de Hamborn révoqua l'accord du 10 décembre, déclarant qu'il avait été obtenu par la force. Les ouvriers décidèrent à nouveau de ne pas se rallier à la politique centrale du syndicat, de reprendre la grève et de l'étendre à d'autres mines. Dans d'immenses cortèges accompagnés de fanfares et de drapeaux rouges, ils se rendirent dans les mines voisines afin d'obtenir leur solidarité.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L303xH400/auf_zur_freiwilligen-centrale__nu_rnber

ger_89_ecke_kurfu_rstenstr._g._kav_schu_tzen_division_lccn2004665960-6ad17.jpg]

affiche des corps francs en 1919

Les premiers affrontements avec l'armée et les corps francs, qui avaient été déployés contre les travailleurs, éclatèrent alors, causant la mort de plusieurs travailleurs. Dans cette situation, le gouvernement intervint pour mettre fin au mouvement de grève par la négociation. Un compromis fut conclu lors d'une grande conférence à Mülheim/Ruhr. La direction de Thyssen accorda aux ouvriers un paiement unique, mais insista pour que celui-ci ne soit pas considéré comme un paiement unique, comme le réclamaient les salariés, mais comme une compensation partielle pour la perte de salaire subie pendant la grève. La condition préalable était toutefois que le travail en équipe de 8 heures soit pleinement repris à partir du 1er février. Les mineurs de Hamborn, déçus par ce résultat, ont toutefois décidé de reprendre le travail après une grève épuisante de 14 jours.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH221/freikorps_1918_1923-82fd3.jpg]

Les corps francs

D'autre part, le résultat obtenu à Mülheim a déclenché une vague de grèves dans de nombreuses mines de la Ruhr. Le 11 janvier, plus de 60 000 mineurs se mirent en grève pour faire valoir leurs revendications de primes supplémentaires (16). Les principales caractéristiques du mouvement des mineurs de Hamborn étaient les suivantes :

1. Une structure organisationnelle démocratique à la base. Les salariés se sont rapidement séparés de leurs dirigeants syndicaux et ont élu dans chaque puits des représentants chargés de défendre leurs intérêts. Les décisions de leurs représentants qui ne correspondaient pas à leurs intérêts étaient révisées lors d'assemblées plénières. Après les négociations à Essen, les commissions du personnel étaient initialement disposées à se soumettre à la politique salariale des syndicats.

Cette décision a été révisée par les assemblées plénières du personnel. L'influence syndicaliste à Hamborn n'était pas due à l'existence d'une organisation formelle, mais à l'influence de personnalités telles que Heiling. Nous avons mentionné que la « Freie Vereinigung » ne comptait que six membres à Hamborn. L'adhésion massive à la « Freie Vereinigung » n'a eu lieu que lorsque l'agitation syndicaliste s'est avérée adaptée aux expériences et aux besoins du mouvement. Le 8 janvier, les commissions du personnel ont décidé de voter en faveur d'une sortie collective des syndicats centraux et d'adhérer à la « Freie Vereinigung ». Cette évolution a été favorisée par le fait que les partis ouvriers ne jouaient qu'un rôle très secondaire dans le mouvement de Hamborn.

2. Les formes d'action. Lucas compare les formes d'action à la guerre des paysans de 1525. « Refus de travailler associé à des actions ; formation de groupes ; défilés de village en village ; souvent accompagnés de musique ; communication par la parole lors de la présentation des revendications ; également agressions physiques contre les dirigeants ». Lucas ne prétend pas qu'il existe un lien traditionnel entre la guerre des paysans et les actions de Hamborn, mais il émet l'hypothèse que « la mentalité agraire » de nombreux grévistes a pu avoir une influence sur les actions.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH301/dfs12a00_187-aed1b.jpg]

Révolution spartakiste

Concernant les défilés de mine en mine, il fait référence aux processions religieuses, « qui constituent pour les villageois la forme par excellence du mouvement collectif ». (17) Lucas cite comme obstacles spécifiques au mouvement de Hamborn :

- a) Son caractère limité à la région de Hamborn. Les ouvriers n'ont pas envoyé de délégations à l'extérieur pour contrer la propagande haineuse qui était menée contre eux.
- b) Le manque de vision quant à la portée sociale de leurs actions.
- c) l'absence de réflexion et d'agitation sur les résultats de leur propre pratique.

Lucas résume ainsi le mouvement : Au final, le mouvement de grève a donc conduit à une radicalisation subjective des participants et, dans de nombreux cas, à un changement d'affiliation à des organisations formelles. Mais les enseignements tirés de la pratique du mouvement n'ont pas été collectés, transmis et intégrés au mouvement sous forme de connaissances critiques, et lorsque le mouvement a entraîné des adhésions massives à la « *Freie Vereinigung* » (Association libre), il n'y a pas eu de réflexion sur ce que sont réellement les organisations formelles et sur leurs limites. (18)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH285/55046_hr_-039a5.jpg]

Révolution spârtakiste. Pancarte : "Freres, ne tirez pas !"

Le jugement des contemporains sur les Hamborners était généralement très négatif, en particulier chez les responsables du parti et des syndicats. Du côté bourgeois, deux pasteurs protestants, qui avaient rencontré les mineurs avec sympathie, faisaient exception. L'un d'eux, Carl Meineke, qui devint plus tard rédacteur en chef des « *Blätter für religiösen Sozialismus* », pasteur en 1918 dans la paroisse de Wehofen près de Hamborn, écrivit après une visite au printemps 1919 dans le journal *Vossische Zeitung* à propos des mineurs :

« Sur la base des conversations que j'ai eues personnellement avec les mineurs, je ne peux qu'affirmer que j'ai été profondément ému par le sérieux déterminé qui anime ces gens... Il règne parmi les mineurs, du moins dans la région que j'ai visitée, un véritable esprit chrétien primitif. Les gens se sentent à un tournant de l'histoire et ont pleinement conscience d'être engagés dans un combat sacré. Et ce combat se caractérise également, dans leur sentiment, par la nécessité de détruire une fois pour toutes un capitalisme qui méprise totalement les êtres humains, qui piétine froidement la vie et l'existence humaine et qui exploite sans vergogne. (19)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH213/640x340_gettyimages-545960541-a7701.jpg]

Berlin 1918

Le Conseil des ouvriers et soldats de Mülheim

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH318/mh-unternehmen_01_oechelhaeuser_gasanstalt-2262054035-1e70b.jpg]

Mülheim avant guerre

Nous avons mentionné que les conseils se considéraient avant tout comme des conseils politiques. Le Conseil des ouvriers et soldats de Mülheim, dans lequel les syndicalistes occupaient des postes importants, constituait une exception notable. L'entreprise la plus importante de la ville était l'usine de machines Thyssen, dont le personnel était à la tête des mouvements de grève pendant la guerre.

Au cours de la dernière année de la guerre, un groupe de métallurgistes de la « *Freie Vereinigung* » (Association libre) s'est formé dans l'usine. Il avait pris contact par courrier avec Fritz Kater à Berlin (20) et comptait 60 membres au début de la révolution (21). D'après les listes du conseil des travailleurs, les dirigeants de ce groupe étaient des socialistes de longue date. (22) C'est de ce groupe qu'est issu le Conseil des ouvriers et des soldats de Mülheim. Après une manifestation des travailleurs de Mülheim, le Conseil des ouvriers a été élu à main levée lors d'une assemblée. La liste avait été approuvée la veille par les ouvriers de l'usine de machines. (23)

Des représentants du SPD et des syndicats furent également admis au conseil, à condition toutefois qu'ils ne soient pas employés par le parti ou le syndicat et qu'aucun représentant des syndicats chrétiens et des associations d'employés ne soit admis, comme l'avaient proposé le SPD et les syndicats. En outre, le conseil se réservait le droit de rejeter certains délégués.

Le 13 décembre 1918, le SPD quitta le conseil des travailleurs en raison de la question syndicale. Le conseil des travailleurs et des soldats n'était pas disposé à laisser aux syndicats la « représentation exclusive des intérêts économiques » des travailleurs. En collaboration avec le comité d'entreprise de l'usine de machines, le conseil mena des négociations avec la direction sur les conditions de salaire et de travail. Les représentants syndicaux ont certes été autorisés à participer aux négociations, mais le conseil ne se sentait pas lié par les conventions collectives de la communauté centrale de travail, qu'il considérait seulement comme des lignes directrices : « Ils ont défendu avec cohérence les revendications des travailleurs et ont notamment tenté, de cette manière, d'éviter les grèves ou de calmer les travailleurs et de les dissuader de commettre d'éventuels actes de sabotage. » (24)

Peu avant la décision du conseil sur la question syndicale, des élections au conseil des travailleurs ont été organisées dans l'usine de machines Thyssen, avec le résultat suivant :
Nombre de voix Nombre de sièges
Union allemande des métallurgistes 2492 7
« Association libre » 1638 4
Union chrétienne des métallurgistes 709 2
Il convient de noter que l'entreprise Thyssen a réduit ses effectifs de 10 000 (!) personnes rien qu'en novembre.

Comme on peut supposer que ce sont surtout les ouvriers radicaux qui ont été licenciés, on peut supposer que la base de la « Freie Vereinigung » était encore beaucoup plus importante. Le conseil des ouvriers et des soldats de Mülheim était également représenté dans des conseils supérieurs et, à partir du 1er décembre, il a publié son propre journal, « *Die Freiheit*, organe des intérêts de tout le peuple travailleur. Organe de publication des conseils des ouvriers et des soldats ». L'éditeur du journal était le deuxième président du *Conseil des ouvriers et des soldats*, Serforth. La partie rédactionnelle était assurée par Carl Minster (25 ans) et Julius Schoch, membres du *Spartakusbund/KPD*.

Jusqu'en février 1919, « *Freiheit* » peut être considéré comme l'organe de publication du KPD et de la « Freie Vereinigung ». Probablement en raison des divergences croissantes entre les deux organisations, « *Freiheit* » est paru à partir du 17 février comme organe du KPD (26). Le conseil des ouvriers et des soldats de Mülheim est également intervenu en tant que médiateur dans le mouvement de grève de Hamborn. L'usine de machines Thyssen dépendait des livraisons de charbon de Hamborn. Chaque fois que le mouvement de grève menaçait de s'étendre aux mines de Mülheim, le conseil tentait d'intervenir en tant que médiateur. Dans la « *Freiheit* », il soutenait le mouvement de Hamborn et, au sein du conseil régional des soldats, il empêchait l'envoi de troupes à Hamborn. (27)

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH291/1ermai1919mumlheim-9df25.jpg>]

Manifestation 1er mai 1919 Mülheim

La politique de médiation des syndicalistes de Mülheim, qui visait à une transformation progressive de la société capitaliste, changea au début de 1919, trois facteurs jouant un rôle essentiel :

1. La décision du 1er congrès des conseils de tenir des élections à l'Assemblée nationale
2. Les mouvements de grève dans la Ruhr
3. La « révolte spartakiste » début janvier à Berlin, au cours de laquelle le gouvernement Ebert-Scheidemann fit intervenir les troupes des corps francs contre les ouvriers insurgés.

Au cours d'une manifestation le 17 janvier, le « *General-Anzeiger* » de Mülheim fut occupé et parut le lendemain sous le titre « Rote Fahne » (Drapeau rouge). Les orateurs Serforth, Minster et Deutsch (syndicaliste) ont appelé les ouvriers à préparer la grève générale pour renverser le gouvernement Ebert-Scheidemann et à entreprendre la socialisation des mines. Pendant le mouvement de grève dans la Ruhr, le Conseil des ouvriers et des soldats d'Essen avait pris l'initiative de socialiser les mines. Le 11 janvier, les bureaux de l'association charbonnière et de l'association des mines furent occupés. Lors d'une conférence réunissant tous les conseils d'ouvriers et de soldats de la région industrielle de Rhénanie-Westphalie, à laquelle participaient les syndicats, une commission de neuf membres, composée de trois membres des partis socialistes et d'un commissaire du peuple, fut nommée pour la socialisation de l'industrie minière.

Au niveau local, des conseils devaient être élus dans toutes les mines afin d'entamer la socialisation. La conférence publia l'accord dans des centaines de milliers de tracts et appela les travailleurs à mettre fin aux grèves, car la socialisation en avait supprimé les fondements. Le travail reprit alors dans la plupart des mines. Le mouvement de socialisation ne trouva bien sûr aucun écho auprès des propriétaires des mines, mais il ne bénéficia pas non plus du soutien du gouvernement SPD. Le mouvement fut finalement réprimé par la force militaire (29).

Le 12 février, le nouveau commandant du VIIe corps d'armée, Watter, fit arrêter le conseil général des soldats à Münster avec l'aide du Freikorps Lichtschlag et, le 15 février, le Freikorps Lichtschlag commit un massacre à Hervest-Dorsten, au cours duquel 40 travailleurs trouvèrent la mort. En réaction à ces événements, une conférence composée de communistes et de syndicalistes, convoquée à la hâte le 16 février à Mülheim/Ruhr, décida de lancer une grève générale.

La grève dura du 18 au 23 février et atteignit un taux de participation de 52 % à son apogée. Elle fut réprimée sans pitié par les corps francs et les forces de sécurité dirigées par les socialistes majoritaires dans le nord de la Ruhr orientale et centrale. (30)

Dans le même temps, les conseils ouvriers radicaux perdirent leur pouvoir et, à Mülheim, des membres éminents du conseil (Reuss, Serforth) furent arrêtés. (31)

Post-scriptum :

Notes

- 1) Dans les recherches récentes, le terme « révolution allemande de 1918/19 » s'est imposé face à l'ancien terme « révolution de novembre ». Cf. Rürup, Reinhard : Demokratische Revolution und « dritter Weg ». Die deutsche Revolution von 1918/19 in der neueren wissenschaftlichen Diskussion, dans : Geschichte und Gesellschaft 3, 1983, p. 285. La littérature sur la révolution allemande de 1918/19 est très abondante ; cf. entre autres Mommsen, Wolfgang J. : Die deutsche Revolution 1918-1920. Politische Revolution und soziale Protestbewegung, dans : Geschichte und Gesellschaft 4, 1978, p. 362-391, Rump, Reinhard (éd.) : Arbeiter- und Soldatenräte im rheinland-westfälischen Industriegebiet, Wuppertal 1975
- 2) À propos des différents modèles de conseils d'ouvriers et de soldats. Cf. Feldman, Gerald D., Rürup, Reinhard et Kolb, Eberhard : Le mouvement de masse des travailleurs en Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale (1917-1920), dans : Politische Vierteljahresschrift III. Jg. (1972), p. 95
- 3) Lucas, Erhard : La révolution de mars 1920, vol. 1, Francfort, 1974, p. 34
- 4) Feldman, Gerald D., Rump, Reinhard et Kolb, Eberhard : Les mouvements de masse des travailleurs en Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale, p. 97
- 5) Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Gustav Landauer, entre autres, ont été victimes de la terreur des corps francs. Julius Gumbel, professeur à l'université de Heidelberg et membre de la « Ligue allemande pour les droits de l'homme », a rédigé une étude très documentée sur la terreur des corps francs, intitulée : Vier Jahre politischer Mord (Quatre ans d'assassinats politiques), Berlin 1922
- 6) Feldmann, Gerald, Rürup, R. et Kolb, E. : Die Massenbewegungen ... p. 100
- 7) *ibid.*, p. 99
- 8) Sur la politique des syndicats pendant la révolution. Cf. Potthoff, Erich : Gewerkschaften und Politik zwischen Revolution und Inflation, Bonn 1979
- 9) À propos de la Zentralarbeitsgemeinschaft, cf. Feldmann, Gerald : Die Freien Gewerkschaften und die Zentralarbeitsgemeinschaft 1918-1924 (Les syndicats libres et la Zentralarbeitsgemeinschaft 1918-1924) dans : Vetter, Hans-Oskar (éd.) Vom Sozialistengesetz zur Mitbestimmung (De la loi sur les socialistes à la cogestion), Cologne, 1975
- 10) Cité d'après Limmer, Hans : Die deutsche Gewerkschaftsbewegung, p. 52
- 11) Cf. Mommsen, Hans : Soziale Kämpfe im Ruhrbergbau nach der Jahrhundertwende dans : *id.* (éd.) Glück auf, Kameraden. Die Bergarbeiter und ihre Organisationen in Deutschland, Cologne, 1979, p. 249-272
- 12) Sauf indication contraire, cf. pour la présentation suivante Lucas, Erhard : Arbeiterradikalismus : Zwei Formen

von Radikalismus in der deutschen Arbeiterbewegung, Francfort-sur-le-Main, 1976, p. 155-192 ; idem : Ursachen und Verlauf der Bergarbeiterbewegung in Hamborn und im westlichen Ruhrgebiet, Zum Syndikalismus in der Novemberrevolution, dans : Duisburger Forschungen, vol. 15, 1971, p. 1-119

13) Il n'est pas sans ironie que certains propriétaires de mines aient interprété la « journée de huit heures » de manière tout aussi « radicale » que les mineurs de Hamborn et que les syndicats aient ensuite déclaré, en réponse à une demande, que chaque mineur devait travailler huit heures sous terre.

14) Lucas, Erhard : Märzrevolution (La révolution de mars), vol. 1, p. 27

15) Cf. procès-verbal des négociations du 12e congrès de l'Union libre des syndicats allemands du 27 au 29 décembre 1919 à Berlin, Berlin, 1920, p. 21

16) Cf. Tampke, Jürgen : Die Sozialisierungswelle im Steinkohlenbergbau an der Ruhr, dans : Mommsen, Hans ; Borsdorf, Ulrich (éd.) : Glück auf, Kameraden. Les mineurs et leurs organisations en Allemagne, Cologne, 1979, p. 234

17) Lucas, Erhard : Arbeiterradikalismus, p. 184

18) *ibid.*, p. 192

19) idem f Tedesco, Claus : Zur Bergarbeiterbewegung in Hamborn 1918/19, dans :

Duisburger Forschungen, vol. 22, 1975, p. 141-168

20) Cf. procès-verbal des négociations du 12e congrès de la FVdG, p. 42 21) *ibid.*, p. 21

22) Voir notamment les deux syndicalistes et membres du Conseil des ouvriers et soldats de Mülheim Heinrich Reuss, qui occupa des fonctions dirigeantes jusqu'à son départ de la FAUD en 1929, et Gerhard Serforth, qui fut en 1908 le premier représentant de l'Union allemande des métallurgistes à Mülheim/Ruhr. Sur les 10 membres du conseil restreint, au moins 3 étaient membres de la Freie Vereinigung, et sur les 40 membres du conseil élargi, au moins B. Cf. les listes du conseil des travailleurs chez Steinisch, Irmgard : Linksradikalismus und Rätebewegung im westlichen Ruhrgebiet. Die revolutionären Auseinandersetzungen in Mülheim an der Ruhr, p. 220-222 et Olsen, Gerold : Syndikalismus und Revolution in Mülheim an der Ruhr, Ein Beitrag zur Sozialgeschichte des Syndikalismus, mémoire de fin d'études, Duisburg 1980, p. 39/40.

23) Steinisch, Irmgard : Linksradikalismus und Rätebewegung im westlichen Ruhrgebiet, 5.168/9

24) *ibid.*, p. 187

25) Cf. à propos de Minster : Koszyk, Kurt : La vie aventureuse de l'agitateur social-révolutionnaire Carl Minster (1873-1942), dans : Archiv für Sozialgeschichte 1965 (Bd.V), p. 193-225

26) Cf. Olsen, Gerold : Syndikalismus und Revolution in Mülheim an der Ruhr, p. 50/ 51

27) *ibid.*, p. 48

28) *ibid.*, p. 52

29) Le mouvement de socialisation d'Essen a fait l'objet d'un large débat scientifique controversé. Cf. notamment Oertzen, Peter von : Die großen Streiks der Ruhrbergarbeiterschaft im Frühjahr 1919, dans : Vierteljahresschrift für Zeitgeschichte 6 (1958), p. 231-262 ; Lucas, Erhard : Arbeiterradikalismus, p. 184-189 ; Mommsen, Hans : Die Bergarbeiterbewegung an der Ruhr 1918-33, dans : Jürgen Reulecke (éd.) : Arbeiterbewegung an Rhein und Ruhr, p. 275-314 ; Tampke, Jürgen : Le mouvement de socialisation dans les mines de charbon, p. 225-248

30) Cf. Tampke, Jürgen : Le mouvement de socialisation dans les mines de charbon, p. 240

31) Cf. Steinisch, Irmgard : Radicalisme de gauche..., p. 210